

Communiqué de presse

Parti ouvrier populaire jurassien – Case Postale 2208 – 2800 Delémont -
popjura@bluemail.ch – Responsable : Pierluigi Fedele (079 / 384 00 24)

Delémont, le 20 mai 2007

5^{ème} révision de l'AI : ce n'est qu'un début

Après l'assurance chômage, l'AVS, le deuxième pilier, l'assurance maladie, c'est au tour de l'AI d'être soumise aux réductions de prestations, aux mesures restrictives et aux transferts des coûts sur le dos des salarié-e-s et des plus faibles. Cette loi n'est pas une loi d'intégration des handicapé-e-s, comme le prétend Mr Couchepin, mais une loi de désintégration de notre couverture sociale.

300 millions d'économie pour une assurance où un rentier sur cinq vit au-dessous du seuil de pauvreté et où la rente moyenne est de 1525 francs par mois.

Donner la priorité à la réinsertion reste un vœux pieux servant d'alibi à une politique de répression et d'exclusion. Seuls 0,8% des entreprises emploient une ou des personnes handicapées. Cette nouvelle loi ne prévoit aucune obligation, ni incitation sérieuse pour les employeurs d'assurer des places de travail adaptées.

Les mesures de détections précoces portent atteinte au secret médical et à la protection des données personnelles. Médecins, employeurs, assureurs et proches sont encouragés à dénoncer les personnes présentant un risque d'invalidité.

La réalité est que les restrictions successives que l'AI a subies ces dernières années ont permis de stabiliser le déficit. Les dépenses AI ont baissé de 100 millions en 2006, l'objectif de 30% de diminution des nouvelles rentes est atteint et le taux de refus de rentes atteint les 50%.

Le chantage opéré par la majorité de droite sous la coupole est scandaleux !

Conditionner le financement de l'AI à l'acceptation de coupes antisociales sur le dos des handicapé-e-s.

Car le but avoué n'est pas de trouver un financement additionnel (dont l'AI a besoin), mais bel et bien de démanteler une assurance sociale.

Pour preuve, l'UDC a déjà annoncé une 6^{ème} révision « contre les fainéants et les voleurs de rentes », évidemment. Entre autres mesures : économie de 40% des rentes actuelles qui seraient abusives et réduction de moitié des rentes pour enfants. Tout un programme !

Le POP invite les Jurassiennes et Jurassiens à refuser ce démantèlement programmé de l'Assurance Invalidité.

POP jurassien